

Sondage exclusif : tenez-le vous pour dit, le terrorisme s'impose comme le premier déterminant du vote des Français pour la présidentielle 2017



Selon un sondage Ifop pour Atlantico, en vue de la présidentielle de 2017, la lutte contre le terrorisme arrive en tête des préoccupations des Français : 67% pensent que ce sujet comptera beaucoup, devant le chômage et la relance de l'activité économique (60%).

Avec Jérôme
Fourquet

Atlantico : Quels sont les principaux enseignements de ce sondage ?

Jérôme Fourquet : Cette enquête réalisée une semaine après l'attentat de Nice fait apparaître que la lutte contre le terrorisme est aujourd'hui la principale préoccupation des Français mesurée à l'aune des thèmes qui vont compter beaucoup pour la prochaine présidentielle. Cela nous semble être un bon critère dans la mesure où c'est un scrutin qui intéresse beaucoup les Français, pour lequel il y a encore une participation très élevée. Les interroger sur ce qui motivera leurs choix à ce moment-là est une bonne façon d'approcher leurs priorités du moment.

On constate donc que la lutte contre le terrorisme (avec 67% des réponses "cela comptera beaucoup") arrive en tête des préoccupations devant le chômage et la relance de l'activité économique (60%). On peut, à ce stade, faire deux remarques :

Premièrement, depuis la présidentielle de 1980 à l'exception de la présidentielle de 2002 où c'était la sécurité et la lutte contre la délinquance qui étaient la priorité n° 1 des Français, jamais le chômage n'a été détrôné en termes de préoccupation n° 1 pour une campagne électorale présidentielle. Si ce climat perdure, on serait donc dans un schéma inédit qui s'apparenterait quelque part à celui de 2002 où la gauche, et le Parti socialiste en particulier, avait été disqualifiée dès le premier tour.

Deuxièmement, on peut se demander si cette position de la question de la lutte contre le terrorisme n'est pas purement contextuelle, passagère dans la mesure où nous avons réalisé l'enquête une semaine à dix jours après l'attaque de Nice. Au regard des chiffres d'autres enquêtes réalisées par l'Ifop au cours des derniers mois, nous pensons que cette interprétation n'est pas forcément justifiée. Certes, la sensibilité va mécaniquement être amplifiée une semaine un événement majeur comme celui de Nice. Néanmoins, d'autres enquêtes montrent que le véritable basculement s'est en fait produit dès novembre 2015. Une précédente enquête qui avait été faite une semaine avant les attentats de novembre montrait que c'était à l'époque la question de la lutte contre le chômage qui était la priorité n° 1. On a refait le sondage début décembre à quelques jours des régionales et c'est la lutte contre le terrorisme qui a pris la position. On a refait cette mesure au mois d'avril dernier (quelques semaines après l'attaque de Bruxelles

mais avant Magnanville et donc avant Nice), et de nouveau nous avons, et de loin, la question de la lutte contre le terrorisme qui est en tête alors même qu'en avril le contexte social était très tendu en France avec de nombreuses manifestations puis les blocages, et des violences contre la loi Travail. Pour autant, depuis le 13 novembre, c'est le terrorisme qui est dans les têtes des Français la priorité n° 1. Bien évidemment, des événements comme celui de Nice font l'effet de piqûres de rappel tout à fait efficaces et puissantes pour booster encore cette thématique.

Ce résultat est important dans la mesure où François Hollande a conditionné sa candidature à l'élection en 2017 à l'inversion de la courbe du chômage car ce critère était déterminant pour les Français. A la suite de ce qui s'est passé à Nice quand son Premier ministre s'est fait huer, on peut penser qu'il y a aujourd'hui pour les Français un autre critère d'évaluation majeur et nouveau (puisque la grille de lecture utilisée par François Hollande était tout à fait adaptée à des périodes classiques). On est en train de s'apercevoir que la pression des résultats en matière de lutte contre le terrorisme peut devenir au moins aussi importante voire davantage dans la détermination des électeurs. Les règles du jeu pourraient s'en trouver affectées. Quand on descend dans le classement, on s'aperçoit que d'autres thématiques sécuritaires et identitaires figurent également en bonne place : on a en troisième position la lutte contre la délinquance (51%) suivi du niveau des impôts à 50% et de la question des migrants à 49%. Même si le sujet des migrants est aujourd'hui moins d'actualité et fait l'objet de moins de couverture médiatique (la route des Balkans ayant été fermée), cette thématique semble néanmoins toujours très présente dans l'esprit des Français.

□

Quelles sont les catégories les plus sensibles à la thématique du terrorisme ?

On retrouve une sensibilité plus forte chez les générations les plus âgées (mais même chez les plus jeunes, on est à 64%), plus forte également dans les milieux populaires (67% contre 55% chez les cadres supérieurs), et un peu plus fort en province qu'en région parisienne.

Mais un score global de 67% signifie que ce sentiment est très prégnant partout. Les scores sont de 62% dans l'électorat PS, 61% dans l'électorat EELV, 82% au sein de l'électorat FN et LR.

Au sein de l'électorat socialiste, la question de la lutte contre le terrorisme (63% de réponses "beaucoup") fait jeu égal avec la lutte contre le chômage et la relance de l'activité économique (62%). Ainsi, même dans l'électorat socialiste, on retrouve la préoccupation pour la lutte contre le terrorisme. Dans l'électorat Front de gauche, la lutte contre le terrorisme arrive derrière le chômage, avec 46% contre 65%, mais c'est néanmoins le deuxième thème.

□

□

Le fait que le chômage ait été la priorité des Français pendant de longues années avait poussé les acteurs politiques à avoir des discours très axés sur l'économie. Quels changements peut-on prévoir si la menace terroriste arrive désormais ex aequo avec le chômage dans la hiérarchie des priorités des Français ? Dans quelle mesure la hiérarchie des sujets traités par les politiques et les médias se verra-t-elle chamboulée ?

La réponse se trouve en partie dans la question. François Hollande conditionne son éventuelle candidature à l'élection de 2017 à l'inversion de la courbe du chômage. Au regard des chiffres, de l'actualité médiatique, de la réaction de l'opinion publique niçoise à la venue de Manuel Valls, on prend progressivement conscience que la question de la lutte antiterroriste, des résultats et des discours tenus en la matière risque d'être au moins aussi importante que les questions économiques, si ce n'est plus. L'intensité du débat politique consécutive à l'épisode de Nice, pour une période estivale de surcroît, n'a rien à voir avec ce que l'on a entendu après janvier ou novembre 2015.

Les politiques font tous assaut de propositions et de déclarations, certes parfois pas forcément très pertinentes et convaincantes aux yeux des Français. Nos chiffres et ceux d'enquêtes précédentes montrent que cette thématique-là agit comme un bruit de fond. Si l'on regarde les derniers mois, avec les attentats en Ukraine, à Magnanville, à Ankara, à Istanbul, en Allemagne, en Afghanistan, en Irak, on a le sentiment que la question du terrorisme fonctionne comme un bruit de fond permanent, plus ou moins sonore et plus ou moins proche de nous.

Il y a des pics spectaculaires comme au moment de Nice, mais nous avons aussi régulièrement des actes un peu moins médiatisés (arrestation d'individus, attaques à l'arme blanche de déséquilibrés, etc.). C'est une situation qui se vérifie aussi ailleurs dans le monde, soit très loin (Bangladesh), soit très près (Allemagne).

La question de l'Euro de football était en partie traitée par les médias et les responsables politiques par le prisme de la sécurité (maintien des fan-zones, etc.). Toujours dans la thématique sportive, on vient d'apprendre qu'un groupe qui projetait de faire un attentat lors des JO avait été interpellé à Rio. Quelle que soit l'actualité, la question terroriste est donc présente, au moins en filigrane, en permanence. Tout cela marque les esprits de nos concitoyens et des acteurs politiques.

On peut penser qu'effectivement, si les questions économiques, sociales et fiscales seront présentes dans le débat, on aura très certainement une très forte part du débat consacrée au terrorisme, à la fois intérieur et extérieur : la politique étrangère, la politique de défense, les moyens alloués à nos forces armées, etc.

Il reste encore du temps dans la campagne présidentielle, donc s'il n'y a pas d'autres événements dramatiques qui surviennent, peut-être que cette question perdra en acuité, mais ce phénomène de bruit de fond permanent maintiendra la vigilance.

Enfin, la campagne électorale commence dès septembre avec la primaire de la droite. Cette primaire, déterminante pour la présidentielle dans son ensemble, sera en grande partie placée sous le signe du terrorisme. Au rythme des polémiques et de l'actualité et des prises de positions très fortes affichées, on ne voit pas comment ce thème pourrait être escamoté ou relégué au second plan dans les semaines qui viennent.

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Propos recueillis par Emilia Capitaine

-
-